

généraux de radioprotection des personnes énoncés aux articles [L. 1333-2](#) et [L. 1333-3](#) du code de la santé publique, sans préjudice des principes généraux de prévention prévus à l'article [L. 4121-2](#) du présent code.

[L. 4451-2](#)

Ordonnance n°2016-128 du 10 février 2016 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Par exception à l'[article 226-13 du code pénal](#), le médecin du travail peut communiquer à la personne désignée par l'employeur pour le conseiller en matière de radioprotection des travailleurs tous éléments ou informations couvertes par le secret dès lors que leur transmission est limitée à ceux qui sont strictement nécessaires à l'exercice de ses missions.

[L. 4451-3](#)

Ordonnance n°2016-128 du 10 février 2016 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La personne désignée par l'employeur pour le conseiller en matière de radioprotection des travailleurs est tenue au secret professionnel sous les peines et dans les conditions prévues par les articles [226-13](#) et [226-14](#) du code pénal, au titre des données couvertes par le secret qui lui ont été communiquées par le médecin du travail en application de l'article [L. 4451-2](#).

[L. 4451-4](#)

Ordonnance n°2016-128 du 10 février 2016 - art. 41

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les règles de prévention appelées par le présent chapitre sont déterminées par décret en Conseil d'État pris en application de l'article [L. 4111-6](#), notamment les modalités de suivi médical spécifiques et adaptées pour les travailleurs exposés à des rayonnements ionisants, en particulier pour les travailleurs mentionnés à l'article [L. 4511-1](#).

[Chapitre III : Prévention des risques d'exposition aux champs électromagnétiques.](#)

[L. 4453-1](#)

LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 183 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés aux champs électromagnétiques sont déterminées par décret en Conseil d'Etat pris en application de l'article [L. 4111-6](#).